

Pas d'accord sur l'aide alimentaire européenne

Par Aude Lorriaux pour lefigaro.fr | publié le 20/09/2011



Les Restos du Cœur font partie du Programme européen d'aide aux plus démunis, visé par l'Union européenne pour être réduit. Crédits photo : Reuters

Les pays de l'Union européenne n'ont pas pu se mettre d'accord pour maintenir le programme d'aide alimentaire aux pauvres, tiré de fonds agricoles. Six États y sont opposés, le jugeant incompatible avec la PAC.

La réunion de «la dernière chance» n'aura pas abouti. Les ministres européens de l'Agriculture qui se sont rencontrés ce mardi à Bruxelles pour décider du sort d'un programme européen d'aide alimentaire aux pauvres ont accouché d'une souris. Six États membres sont toujours opposés à la poursuite en l'état du programme. Le ministre français de l'Agriculture a indiqué que la décision était reportée au prochain Conseil des ministres en octobre.

Les associations risquent de distribuer 130 millions de repas en moins en 2012, selon un responsable de l'action sociale à la Croix-Rouge, si ce programme, financé par la Politique agricole commune (PAC), était réduit, comme le veulent plusieurs pays au sein de l'Union européenne. Un véritable «tsunami alimentaire», disent-elles.

Le Programme européen d'aide aux plus démunis (PEAD) a été créé en 1987 sous l'impulsion du président de la Commission européenne de l'époque, Jacques Delors, à la suite de l'appel du fondateur des «Restos du Cœur», l'humoriste français Coluche. Il permet de distribuer, via 240 associations, une aide tirée des stocks européens de la PAC à plus de 13 millions de personnes. Dix-neuf des 27 États de l'UE en profitent, en tête desquels l'Italie, la Pologne et la France. Ces deux dernières années, le niveau des stocks était si bas que l'UE a dû le compenser par d'importants achats de nourriture à destination des banques alimentaires.

Une «formule transitoire»

Mais l'Allemagne a porté plainte, estimant que cette aide financière, qui émane du budget de la PAC, et qui s'ajoute à l'aide en nature offerte par les stocks, est une aide purement sociale. Elle «aurait perdu tout lien avec la politique agricole commune» et enfreindrait les principes de l'OMC (Organisation mondiale du commerce). La Cour européenne de justice de Luxembourg lui a donné raison. En clair, selon la cour, quand il n'y a pas ou peu de stocks, il n'y a pas ou peu d'aide pour le PEAD. A la suite de cette décision, la Commission a proposé de ramener l'enveloppe pour les années à venir au niveau des stocks existants, soit 113,5 millions d'euros au lieu de 480 millions d'euros annuels.

La Commission européenne avait finalement trouvé une formule transitoire qui permettait de contourner les objections de la Cour et de maintenir le PEAD à son niveau actuel pour 2012 et 2013, mais elle se heurte désormais à la minorité de blocage, qui veut voir le programme revenir à 113,5 millions d'euros en 2012.

Six pays s'opposaient en effet au maintien en l'état du budget annuel du PEAD et à la formule transitoire: l'Allemagne, le Royaume-Uni, les Pays-Bas, la République tchèque, le Danemark et la Suède. «Nous n'avons rien contre l'aide aux nécessiteux, mais cela relève de la politique sociale, qui est du ressort des États membres» a commenté un diplomate d'un de ces États.

Une «crise humanitaire» dès 2012 ?

Ces derniers jours, plusieurs pays favorables au maintien du programme à son niveau actuel s'étaient livrés à un lobbying intense pour tenter d'en convaincre au moins un, et faire ainsi voler en éclats la minorité de blocage.

Les organisations caritatives parmi lesquelles Les Restos du Cœur, le Secours populaire, la Croix-Rouge et la Fédération française des banques alimentaires (FFBA) - appellent les ministres à «prendre leurs responsabilités» pour trouver une solution rapidement et éviter «une crise humanitaire» dès 2012. «Nous sommes face à une situation inédite (...) Alors qu'il n'y a jamais eu autant de demande, il n'y a jamais eu autant de menace sur notre action», a expliqué Olivier Berthe, président des Restos du Cœur.

La France «ne votera pas pour» la réduction de l'aide

En France, plusieurs personnalités politiques avaient appelé au maintien de l'aide alimentaire. Le ministre de l'Agriculture, s'est dit mardi «révolté» par le projet de décision européen. Il a suggéré la création d'un «fonds spécifique» pour l'aide alimentaire européenne. La France, que Bruno Le Maire a représenté à la réunion des ministres de l'Agriculture, «ne votera pas pour» la réduction de l'aide, avait-il indiqué sur RTL. «Si ce qui gêne les Allemands et un certain nombre de pays, c'est de dire qu'on finance l'aide alimentaire d'urgence sur le budget de la Politique agricole commune, (...) je suis tout à fait prêt à regarder d'autres sources de financement», avait ajouté Bruno Le Maire. «L'aide doit rester européenne. L'idée qu'on renationalise cette aide (...) je trouve ça scandaleux au regard de ce qu'est l'Europe», qui repose sur «un principe de solidarité», avait souligné le ministre français.

À gauche, le premier secrétaire par intérim du PS Harlem Désir avait appelé sur France Info les ministres de l'Agriculture de l'Union européenne à «sauver le programme d'aide aux plus démunis». «Je lance un cri d'alarme», avait dit mardi l'eurodéputé. «Il faut un peu de volonté», avait-t-il ajouté, en appelant à ne pas «abandonner» le «programme Delors-Coluche, un des symboles de l'Europe de la solidarité».

À droite, Rachida Dati espérait «une initiative pour compenser» la diminution des excédents agricoles. «On ne peut pas à la fois dire: on fait tout pour sauver la Grèce, pour éviter qu'elle sombre» et «dire finalement: les plus démunis, on s'en fiche, on balaie ça d'un revers de main», avait plaidé l'eurodéputée, en rappelant «qu'en Europe, (...) 80 millions de personnes vivent sous le seuil de pauvreté».

Les pauvres vont-ils se voir couper les vivres? La réponse attendra le mois d'octobre. Mais la commission européenne a besoin de l'accord du Parlement européen, qui s'est fermement opposé, dans une résolution du 7 juillet dernier à la réduction de l'aide alimentaire. Ce qui promet un joli bras de fer.